

# Le poids grandissant des retraites dans la dépense publique

## BUDGET

**Alors que la dépense publique est restée quasi stable dans la zone euro entre 2001 et 2019, elle a augmenté de 3,9 points de PIB en France.**

Renaud Honoré  
@r\_honore

Pour remettre les comptes publics d'équerre dans le monde de l'après-Covid, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, s'est dit, mardi, partisan de l'instauration d'une « règle pluriamuelle » visant à « stabiliser la dépense publique ». Mais

sur quels leviers faudra-t-il jouer pour obtenir cette bien hypothétique stabilité ? Des premières réponses peuvent être trouvées dans l'étude que publie ce jeudi le site Fipeco sur l'évolution de la dépense publique depuis vingt ans.

Alors que la dépense publique est restée quasi stable dans la zone euro depuis le passage à l'an 2000, elle a bondi de 51,7 % du PIB en 2001 à 55,6 % en 2019, selon ce site spécialisé dans les finances publiques. Une hausse conséquente qui s'explique aux deux tiers par la dynamique des retraites. Ce qui devrait conforter Bruno Le Maire dans sa volonté de s'attaquer à ce dossier pour réduire le déficit.

« Il est évident qu'il faut jouer sur le poste des retraites si l'on veut réduire les dépenses, d'autant qu'une hausse

de l'âge de départ jouerait aussi sur la croissance en élargissant la population active », estime François Ecalte, le responsable de Fipeco. L'ancien magistrat de la Cour des comptes souligne toutefois que « le tableau comparatif avec nos voisins montre que nous dépensons plus dans quasi tous les postes. Il faudra donc agir sur plusieurs leviers, ce qui rend l'exercice très difficile. »

### Écart important

Dans le détail, c'est donc sur les dépenses de retraites que l'écart est le plus important entre la France et la zone euro (2,2 points, le poids de ce poste représentant 14,6 % du PIB en France). Une différence qui s'explique en partie par le fait que les retraites complémentaires obligatoires en France sont classées en dépenses

publiques, ce qui n'est pas le cas dans les pays qui ont opté pour des fonds de pension. Mais cela n'explique pas tout : Fipeco pointe également le « niveau des retraites au regard des revenus des actifs » au-dessus de la moyenne en France, ainsi que les nombreux départs précoces à un âge où l'espérance de vie est élevée.

Par ailleurs, on constate une dynamique autour de ces dépenses depuis vingt ans qu'on ne retrouve pas ailleurs. Alors que la hausse des dépenses publiques représente 3,9 points de PIB entre 2001 et 2019 en France, on constate que cela a largement été alimenté par les retraites (+2,8 points de PIB pour ce seul poste). En zone euro, la progression est quasi moitié moindre, à +1,5 point. Au-delà, la France dépense également plus que ses voi-

sins pour les autres postes de protection sociale (santé, familles, chômage, logement et lutte contre l'exclusion sociale) même si l'écart est moindre que sur les retraites. Constat intéressant en pleine pandémie, les dépenses de santé ont augmenté un peu plus vite en France que chez ses voisins sur vingt ans (+1,6 point contre +1,2 point). Fipeco pointe aussi qu'en rassemblant toutes les dépenses liées à la politique du logement, on arrive à un total deux fois supérieur à celui constaté en zone euro (1,9 % du PIB contre 1 %).

### Une évolution surprenante

Concernant l'enseignement – poste important au vu de la chute récente constatée dans le niveau des élèves – la France consacre un

peu plus de moyens que ses voisins (5,3 % du PIB contre 4,6 % dans la zone euro) ce qui n'est pas surprenant compte tenu de sa pyramide des âges. Mais la note relève que les dépenses pour le supérieur sont légèrement inférieures à ce qui se fait ailleurs. Surtout le poids de ces dépenses a baissé depuis 2001 (-0,3 point), et plus vite que dans la zone euro (-0,1). Une évolution surprenante, alors que la France a connu un mini baby-boom dans les années 2000. Enfin, l'étude relève la forte chute des dépenses de services généraux en vingt ans (-0,8 point), ce qui ramène ce poste à un niveau comparable à ce qui se fait ailleurs. « On est sans doute arrivé à un plancher. C'est peut-être le signe qu'on n'évalue plus et on ne contrôle plus assez », juge François Ecalte. ■